

dement dans les établissements scolaires, de la sexualité. La répression sexuelle de la jeunesse dans son ensemble ne pouvant masquer l'oppression spécifique de la lycéenne, de la collégienne, de l'étudiante, en tant qu'**apprenie mère de famille**.

La condition de notre travail de masse au sein des différentes composantes de la J.S. est la délimitation précise et la stabilisation de **notre fraction élargie** regroupant nos militants et les sympathisants en accord avec notre intervention dans ces milieux. Nos **comités rouges** sont non seulement des structures de recrutement, mais aussi des **structures d'intervention**. Leur fonctionnement doit être très régulier (bureau de C.R., responsabilisation des sympathisants...) Un bulletin politique régulier par secteur, commun aux militants et sympathisants devant éduquer notre fraction élargie et l'armer sur le terrain de la bataille idéologique face à l'enseignement de l'école de classe.

A l'opposé, l'O.C.J. (\*) serait la pire réponse à l'intégration politique de nos secteurs jeunes dans une organisation en mutation.

Confrontée à la pratique, elle ne pourrait **soit** qu'être un appendice de la L.C.R. sur des bases manipulatoires, **soit** se transformer en organisation centriste large, substitut à un travail de masse offrant des risques de déviations, vue la faiblesse de la L.C.R., comme organisation ouvrière, et sa non-maîtrise des thèmes de notre intervention liés à la vie quotidienne.

## 8. - A L'UNIVERSITÉ.

A l'université, notre travail s'articule autour de deux axes :

- 1) Notre fraction élargie : les Comités rouges.
- 2) Un travail spécifique :
  - a) Loin de former l'antichambre de l'organisation, les C.R., sous la responsabilité des cellules étudiantes de la L.C.R. sont de réelles unités politiques d'intervention. Ils remplissent une double fonction, d'une part instruments pour le travail de masse, d'autre part cadre systématique de formation de notre courant.

Un bulletin régulier « Université Rouge », instrument d'éducation et de politisation de l'A.G.L. étudiante vient plomber notre intervention. Les C.R. et le secteur étudiant de la L.C.R. tiendront des réunions locales, régionales et nationales pour centraliser et assumer notre intervention politique à l'université.

Aussi, les comités rouges, comme structure politique d'intervention, doivent avoir comme objectif la diffusion et la vente de la presse de la L.C.R.; sans que cela soit un préalable à l'intégration dans les C.R.

- b) Notre travail de masse s'articule à trois niveaux :
  - D'abord, dans l'agitation et l'auto-organisation des masses en lutte dans des Comités de Mobilisation unitaires qui peuvent, lors de grèves partielles ou générales, culminer dans des comités de grève, réelle structure démocratique de gestion des luttes.

— Ensuite, face à la crise de l'institution universitaire, dans la construction de Comités de Lutte et de Mobilisation plombés par l'existence de branches universitaires liées aux professions. Dans ces secteurs (médecine, psycho, sciences, science éco, I.U.T.) les m.-r., par une intervention combinée autour d'axes programmatiques contre les plans capitalistes à l'école et leurs spécificités dans ces professions travailleront au développement de ces comités. Cependant, ces structures ne peuvent connaître une généralisation systématique :

- 1) étant donnée la structure objective de l'Université où le déve-

(\*) O.C.J. : Organisation Communiste de la Jeunesse.  
loppement des secteurs liés aux professions s'affirme comme une

tendance et non un processus achevé, en particulier par le maintien d'un secteur littéraire (1/3 de la population étudiante);

2) étant donné que le lien avec la profession joue un rôle pivot, la stabilisation de tels comités dépend largement des formes de la radicalisation de la structuration politique et syndicale, ainsi que les rapports de forces réformistes / révolutionnaires dans les différents milieux professionnels.

Dans les structures où il n'est pas possible d'impulser ou de stabiliser ce type de comités, les m.-r. doivent lors de conjonctures favorables au développement des luttes universitaires, même partielles, impulser des comités de mobilisation unitaires autour de plate-formes axées sur des objectifs tels que les problèmes de la formation, de la sélection, de l'emploi et des débouchés.

Ces comités ne se situent pas dans la perspective de recomposition d'un mouvement étudiant unitaire et permanent, mais dans la définition de cadre de lutte reconnu par des franges combattives du milieu.

Ces comités peuvent conjoncturellement lors de luttes, se coordonner sur le plan d'une branche ou sur le plan national.

— Enfin, pour répondre au processus de radicalisation de milliers de jeunes sur différents terrains politiques, nous construisons des organisations spécifiques (unithématiques). Ces organisations à fonction de masse regroupent l'A.G.L. étudiante, lui permettant ainsi d'être en prise directe sur les franges combattives du milieu.

Etant donnée la spécificité des terrains politiques que recouvrent ces organisations : radicalisation antimilitariste, anti-impérialiste, radicalisation des femmes, il y a une réelle hétérogénéité des niveaux de conscience et du degré de politisation. C'est pourquoi il nous faut éduquer l'A.G.L. et les masses radicalisées regroupées dans ces organisations au réel travail de masse, et donc corrélativement à la bataille pour le F.U., assume la progression politique de ces militants en leur offrant un réel cadre de politisation.

Tel doit être dans la conjoncture et à notre étape de construction du parti, le cadre de notre travail à l'Université.

## 9. - NOTRE TRAVAIL DANS LES C.E.T.

1) L'enseignement technique en France est très diversifié : il faut distinguer les lycées techniques des C.E.T. et des centres d'apprentissages. Ce système et **particulièrement l'enseignement professionnel court dispensé dans les C.E.T.**, est une exception en Europe capitaliste, issue du rapport de force entre la bourgeoisie et le mouvement ouvrier après la deuxième guerre mondiale. Dans tous les autres pays, la formation courte est directement placée sous le contrôle du patronat dans le cadre de l'enseignement alterné. L'objectif de la bourgeoisie française est aujourd'hui de revenir sur cette exception en modifiant profondément les C.E.T. dans le **cadre du développement de l'enseignement alterné avec une parcellisation des diplômes** (C.A.P. en rondelles) permettant la formation d'une main-d'œuvre sous-payée et adaptée aux besoins immédiats de l'industrie.

2) Les C.E.T. encadrent en majeure partie les enfants de la classe ouvrière (80 % classes pratiques, 70 % C.E.T., contre 27 % dans les lycées). Destinés à former les futurs ouvriers, ils déterminent un milieu ayant une **identité entre son origine et son devenir social**. Ceci le spécifie par rapport aux autres secteurs jeunes.

Le poids du patronat pendant les études et au moment de leur sanction, les conditions de travail et d'étude préfigurant la condition prolétarienne, le contenu de l'enseignement général (très restreint) sont directement liés à la fonction sociale des C.E.T.

3. Le milieu C.E.T. a donc un **caractère scolaire pré-professionnel**. Mais on ne peut l'identifier à la jeunesse ouvrière, dans la mesure